

CENTRE DE RECHERCHE EN SANTÉ DE NOUNA



BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

(Temps passé et temps observé,
échéance 2184h00)

Séraphin SIMBORO

Octobre, Novembre, Décembre 2013

I. TABLE DES MATIERES

I.	TABLE DES MATIERES.....	1
	SIGLES ET ABREVIATIONS :.....	2
I.	BURKINA FASO : état de la végétation et des points d'eau par Satellite.....	3
I.1.	L'indice de végétation normalisé (NDVI).	3
I.2.	Small Body Water (SBW).....	3
II.	CENTRE DE RECHERCHE EN SANTE DE NOUNA.....	4
II.1.	Les températures.....	4
II.2.	Humidité relative.....	6
II.3.	Les Précipitations.....	6
II.4.	Humidité, Températures et Précipitations.....	7
II.5.	Vitesse et direction des vents.....	8
III.	Perspectives sur la sécurité alimentaire.....	10
IV.	Zones D'intérêt.....	13
	IV.1 Zone de moyens d'existence nord élevage transhumant et mil (Zone 8).....	13
	<i>Situation actuelle</i>	13
	<i>Suppositions</i>	15
	<i>Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire</i>	16
	IV.2 Zone de moyens d'existence nord et est bétail et céréales (Zone 7).....	16
	<i>Situation actuelle</i>	17
	<i>Suppositions</i>	18
	<i>Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire</i>	19
V.	Événements qui Pourraient Changer les Scenarios.....	20
VI.	Conclusion.....	20

SIGLES ET ABREVIATIONS :

NDVI : Indice de Végétation par la Différence Normalisée, produit par la NASA

RFE : Estimation de la pluviométrie, par NOAA/CPC

SOS : Carte du Début de Saison ou Start of Season

WRSI : Indice de Satisfaction des Besoins en Eau

I. BURKINA FASO : état de la végétation et des points d'eau par Satellite

I.1.L'indice de végétation normalisé (NDVI).

L'indice de végétation normalisé de cette deuxième décennie du mois de décembre 2012 comparé celui de la première décennie de décembre montre une décroissance progressive du taux de couverture de la végétation du Nord vers Sud du pays (figure: oa). 10

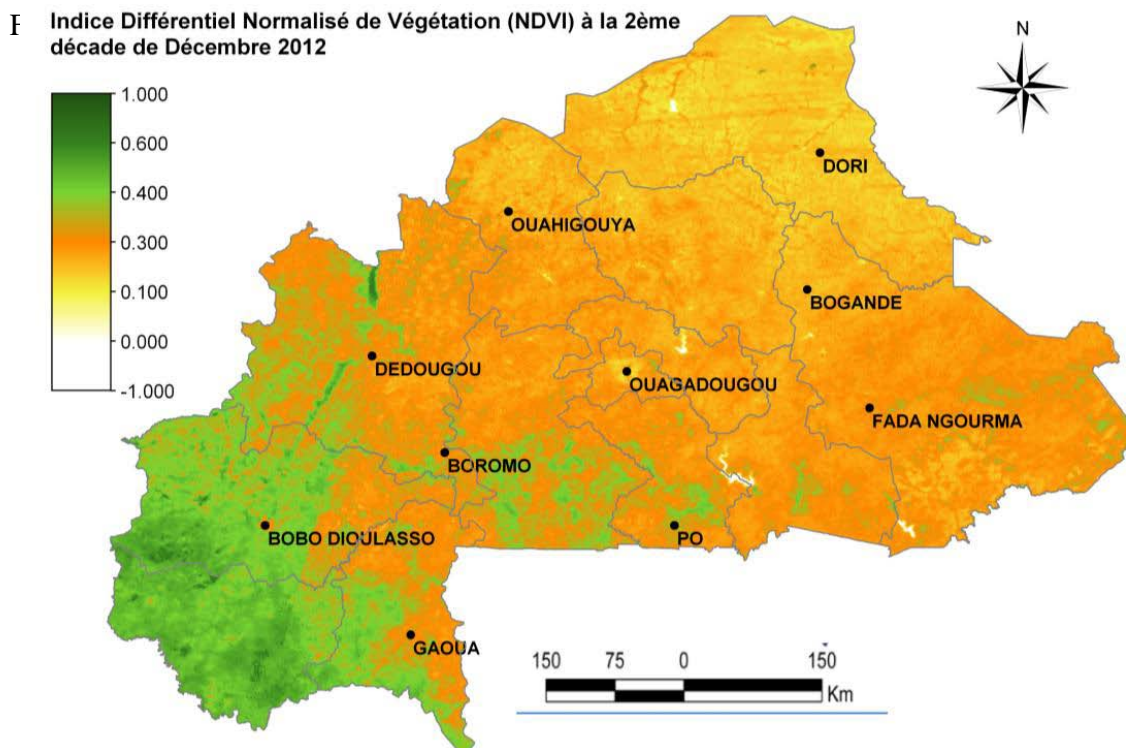
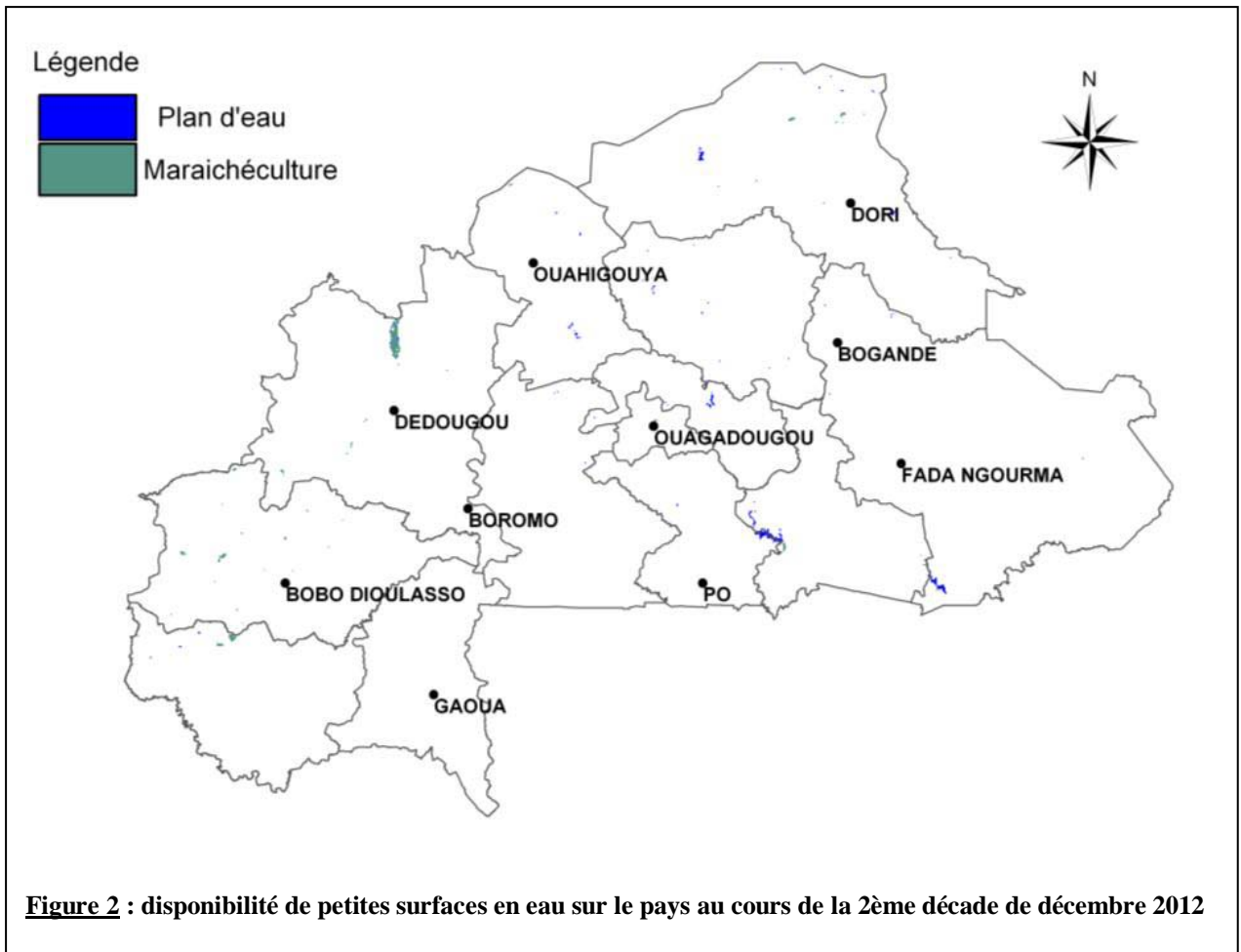


Figure 1 : niveau de couverture de la végétation

I.2 Small Body Water (SBW)

Le niveau de remplissage des points d'eau s'amenuise dans le temps et dans l'espace par rapport à la décennie écoulée. Ce tarissement continu s'explique par l'utilisation pour les besoins en eau pour les cultures de campagne sèche, l'abreuvement des animaux et les pertes par évapotranspiration.



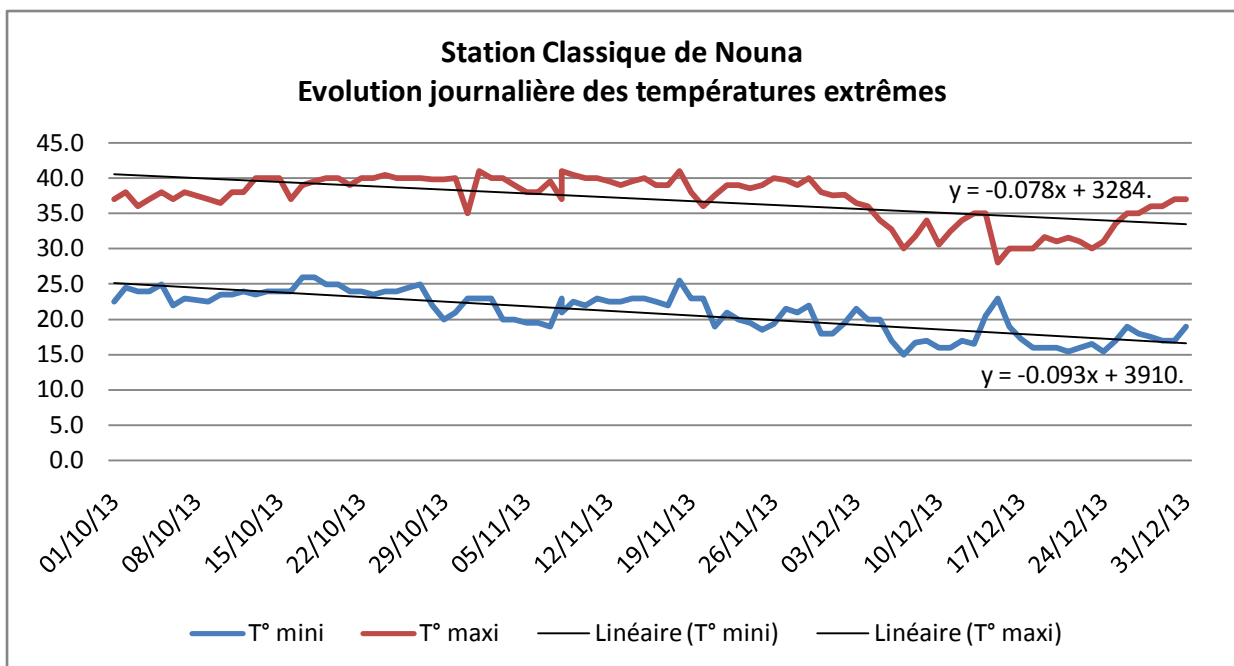
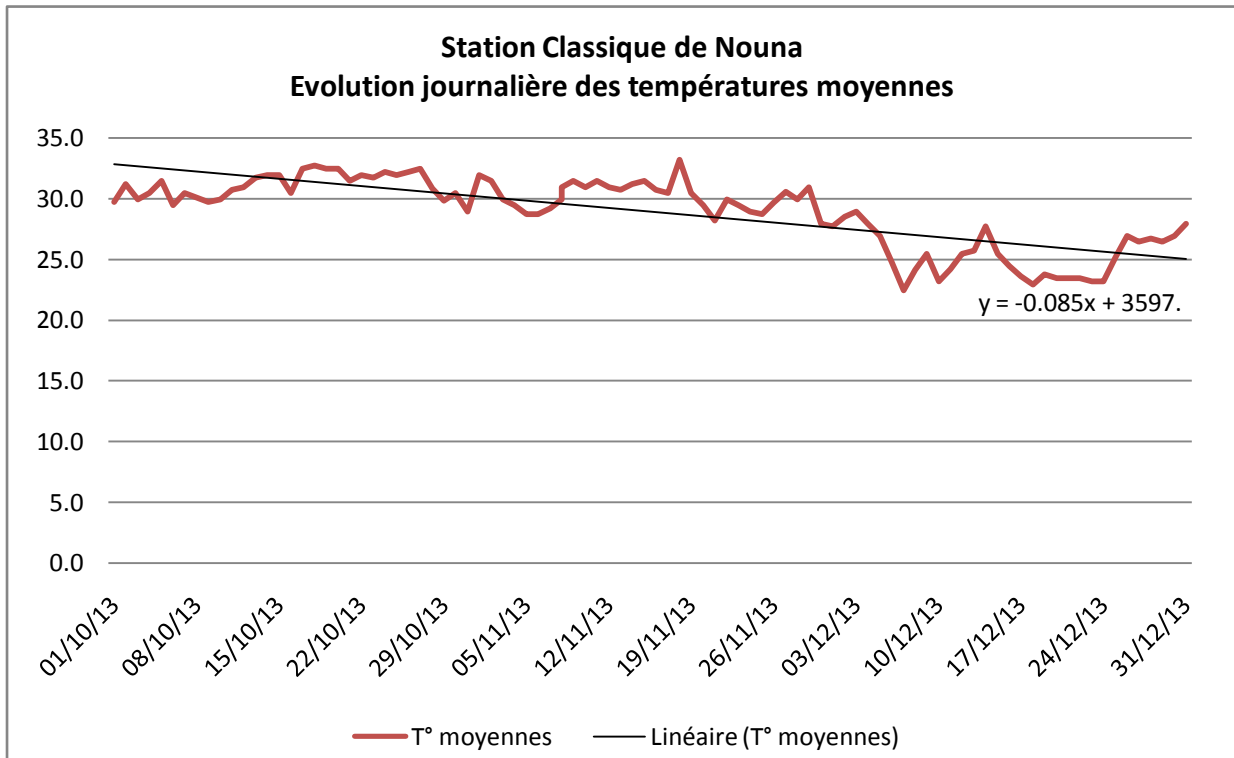
II. CENTRE DE RECHERCHE EN SANTE DE NOUNA

Observatoire météorologique

Situation climatologique

II.1. Les températures

La température moyenne du trimestre était de 28°Celsius. On observe une tendance à la baisse de façon générale tout au long du trimestre, avec cependant une tendance à la hausse en fin de trimestre.

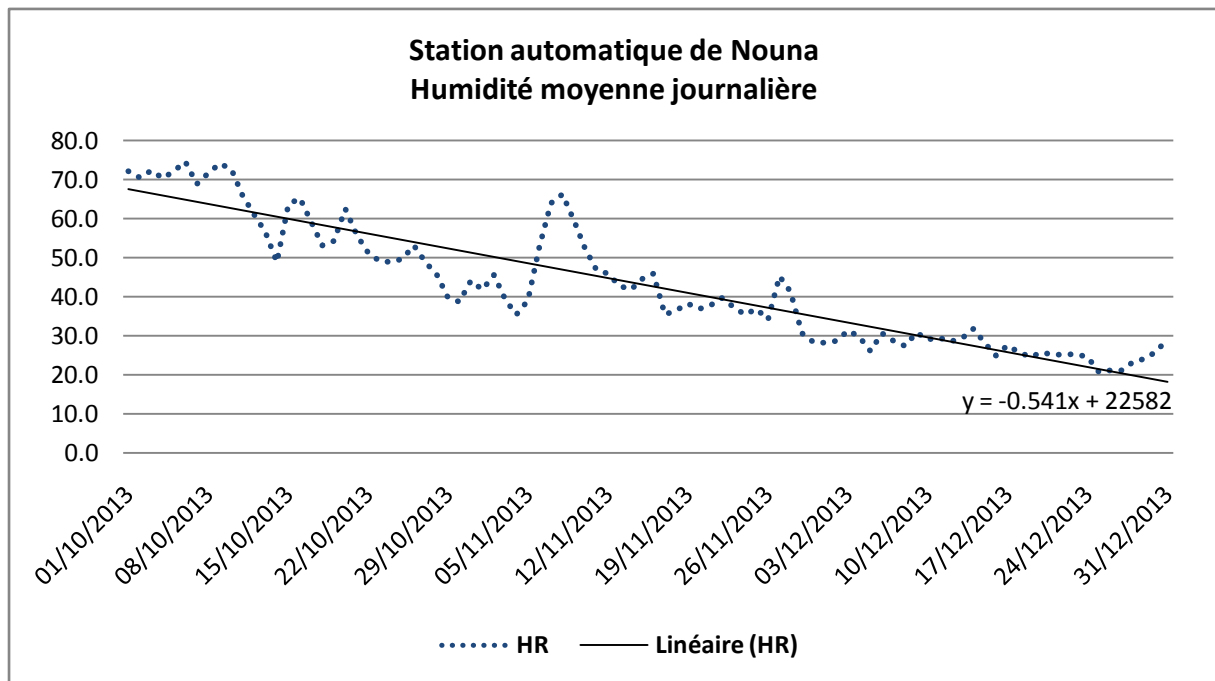


On remarque une tendance à la baisse plus accentuée au niveau des minima qu'à celui des maxima. Les épisodes de fraîcheur s'observent donc plus facilement dans l'observatoire.

II.2. Humidité relative

L'humidité moyenne journalière au cours du trimestre a été de 42, 59%. De 70% environ en début de trimestre, elle passe à environ 30% à la fin de celui-ci. Cette tendance générale à la baisse qui s'observe progressivement tout au long du trimestre s'explique par la période transitoire ente hivernage et harmattan. La fin des précipitations pluviales entraîne progressivement un appauvrissement de l'air en vapeur.

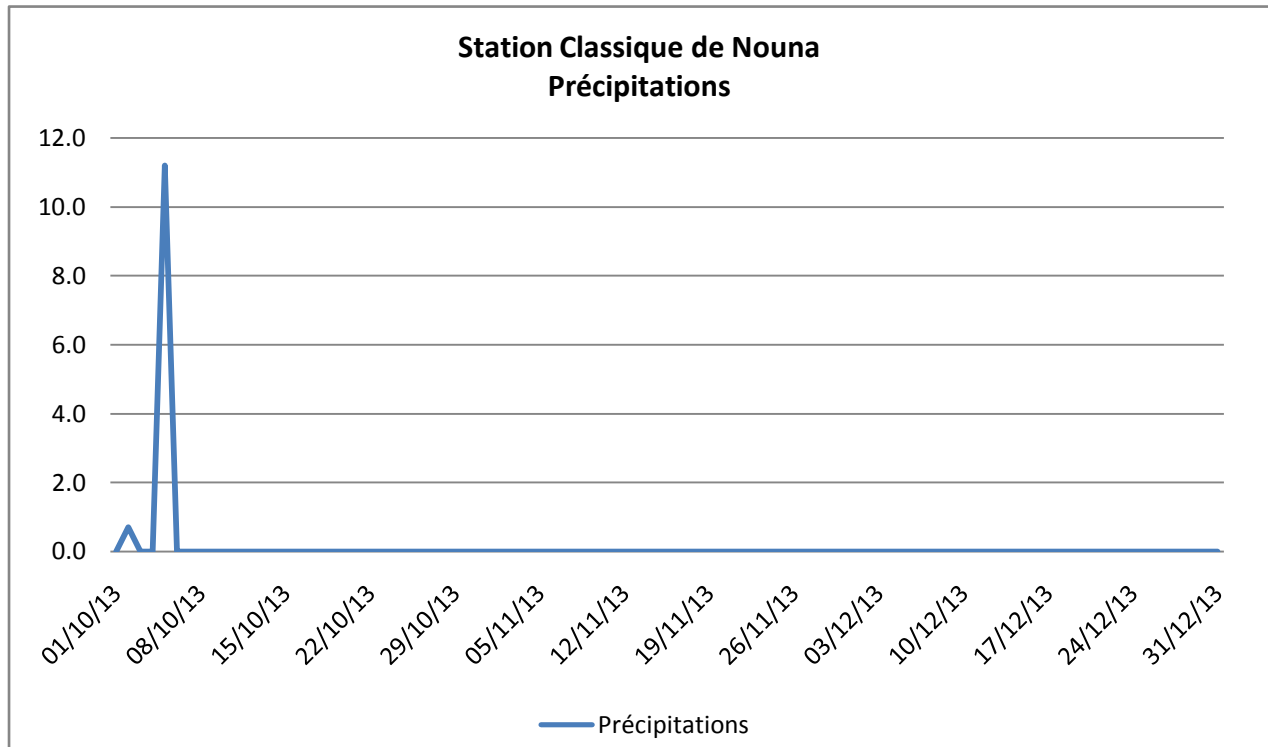
Cette tendance devrait s'observer toujours au cours du trimestre à venir, accompagnée par une hausse des températures diurnes surtout.



II.3 Les Précipitations

Au cours du trimestre on n'a pas enregistré d'importantes quantités d'eau tombée. On a enregistré à la station agro météorologique de Nouna 11,4 mm tombée en quatre (04) jours. Le jour le plus pluvieux aura été le cinq octobre avec 8.6 mm d'eau recueillie.

Cet arrêt des précipitations a pour corollaires la tendance générale à la hausse des températures et celle à la baisse de l'humidité de l'air. Cette situation devra s'observer tout au long du trimestre suivant sauf cas de phénomène climatique majeur.

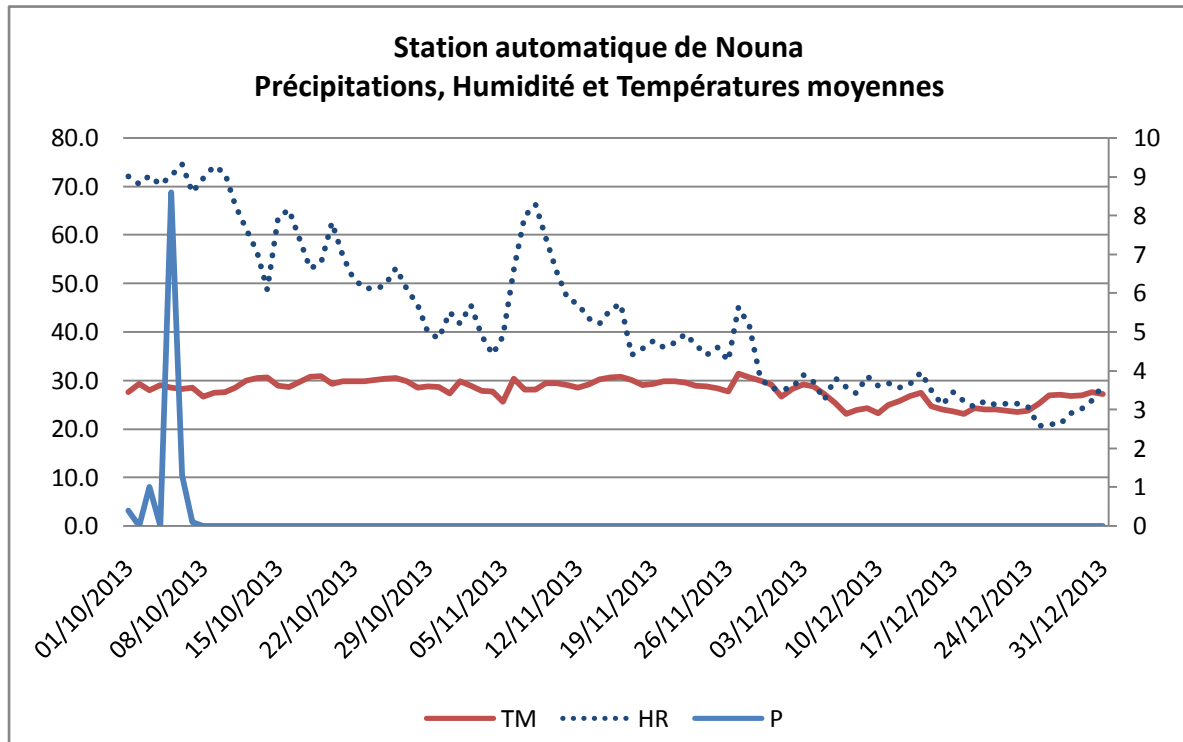


II.4 Humidité, Températures et Précipitations

L'évolution trimestrielle des facteurs climatiques présente un lien significatif pour les précipitations et l'humidité de l'air: l'absence de précipitations pluviales engendre un appauvrissement progressif de l'air en vapeur d'eau. Avec cependant deux hausses majeures de l'humidité à la fin de la première décennie de novembre et au début de la première décennie de décembre.

Quant aux températures moyennes enregistrées, celles-ci sont restées stationnaires tout au long des deux premiers mois. Cependant elles connaissent une baisse significative de 3 à 4 degrés au cours du dernier mois.

Ce phénomène s'explique par la dynamique générale de la circulation atmosphérique, la période coïncidant avec le début de l'installation de l'hiver. Les températures locales sont régies par ce phénomène d'ensemble avant d'être particulières les trimestres suivants.



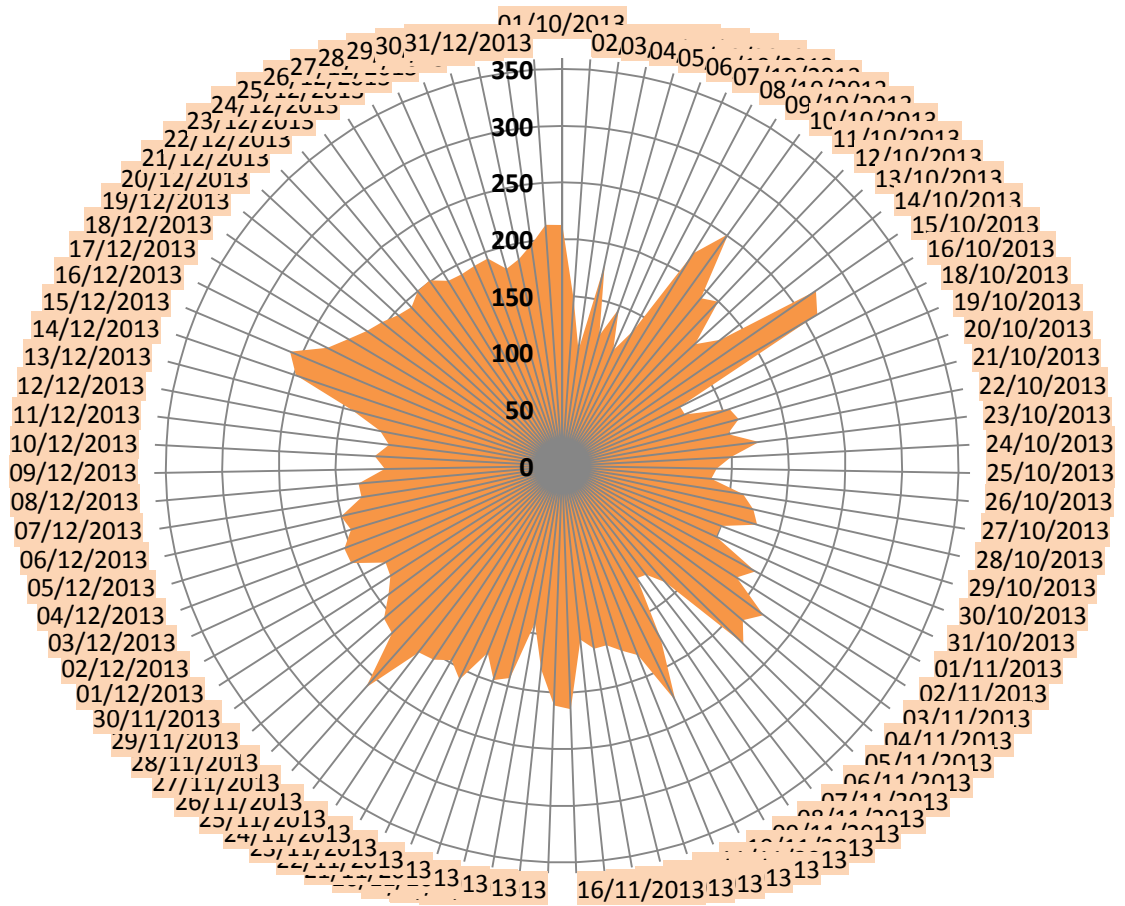
II.5. Vitesse et direction des vents

La vitesse moyenne des vents observée à cette période est de 3,47m/s. Cependant, sous un angle directionnel, on pourrait observer différents phénomènes :

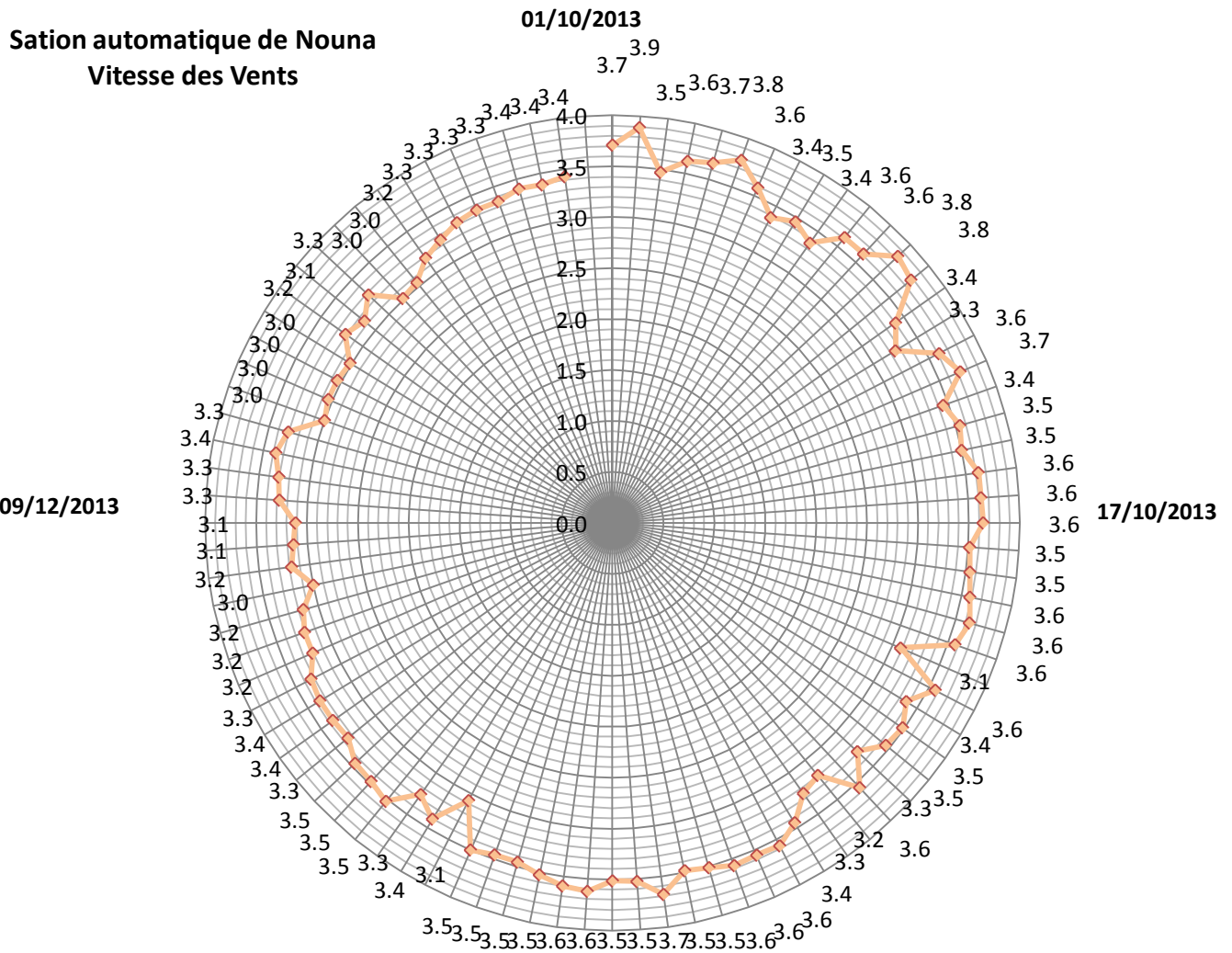
⇒ Les vents de direction nord est qui soufflent en décembre et pourraient persister jusqu'en février : ce sont des vents d'harmattan, secs et frais, de vitesse croissant tout au long de la durée de la période (2,3 à 3,3m/s). Ils peuvent transporter sur de grandes distances des gènes de tout genre.

⇒ Les vents transitoires : ils succèdent aux vents de mousson (septembre à novembre). Ils n'ont pas de direction fixe : tantôt nord-est, tantôt sud-ouest ou encore ouest. Cette instabilité directionnelle ne favorise que des transports de gènes à une échelle locale mais suffisante dans un contexte d'observatoire démographique d'une superficie d'environ 1 756,224 km² pour une contamination poussée. Leurs vitesses croissent progressivement pour la transition post hivernale.

Station automatique de Nouna
Direction des vents



Ces principaux types de vents qui balayent sans cesse l'observatoire, bien que relevant d'un dynamisme local, s'inscrivent également dans une climatologie dynamique générale.



III. Perspectives sur la sécurité alimentaire

Contexte National

Situation actuelle

Selon les résultats préliminaires de la récolte (bien que les résultats définitifs seront donnés en fin février), le niveau global de production nationale est au-dessus de la moyenne. Les stocks issus des récoltes sont encore disponibles pour satisfaire à l'alimentation des ménages. Le gouvernement à travers les services de l'action sociale est aussi entrain de distribuer des vivres (6 000 tonnes) aux personnes indigentes identifiées en besoins d'assistance alimentaire (au nombre de 500 000) selon son plan de réponse de 2013. Par ailleurs, 160 boutiques de vente de céréales à prix modérés sont actuellement fonctionnelles dans les chefs-lieux de province, ce qui participe à la régulation des prix sur les marchés.

En conséquence, au cours du mois de décembre, on a assisté à une tendance à la stabilité (pour le maïs) ou à la baisse du niveau des prix (de neuf et six pour cent pour le mil et le sorgho respectivement) par rapport au mois précédent, suivant une tendance

saisonnaire. Par rapport au niveau de prix élevés enregistrés à la même période de l'année passée, on constate des baisses en moyenne de 7 pour cent pour le maïs, 16 pour cent pour le mil et 10 pour cent pour le sorgho. Les prix des céréales de base sont stables comparés à la moyenne quinquennale.

En ce qui concerne les revenus agricoles des ménages, exceptée la région du Sahel, ils sont moyens, voire au-dessus de la moyenne au regard de la performance du commerce des cultures de rente, des produits maraichers et des produits forestiers non ligneux. Ainsi, dans les zones de production cotonnière, on assiste à l'achat du coton au prix de 235 F CFA le kg, soit une hausse d'environ 10 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale.

La demande de niébé et d'arachide est forte sur les marchés. Mais contrairement à l'année passée, où on observait des exportations principalement vers le Ghana et le Sénégal, cette année, la demande est pour l'instant le fait des acteurs nationaux. Le prix du niébé connaît une hausse de 13 pour cent et celui de l'arachide coque une hausse de 25 pour cent comparativement à la moyenne quinquennale.

La disponibilité en eau est globalement satisfaisante pour la conduite normale des cultures de contre saison. Les premières récoltes mises sur le marché s'achètent à des prix profitables au producteur. En effet, le sac d'oignon de 50 kg se vend à 35 000 F CFA contre 15000 F CFA en année normale et le kg de haricot vert coûte 400 F CFA contre 300 FCFA en année normale. Cette hausse de prix est liée à la hausse de la demande pour répondre aux besoins croissants des centres urbains et aussi par l'amélioration et l'accroissement des infrastructures de stockage et de conservation.

L'orpaillage qui constitue le recours pour de nombreux ménages, est pratiqué plus qu'en année normale, mais les prix d'achat du gramme d'or sur les sites subissent une baisse à l'image du prix à l'international par rapport à l'année passée. Dans les localités où la production agricole est déficitaire, (cas de la région du Sahel), les bras valides y compris les femmes ont rejoint les sites dès le mois de novembre et espèrent obtenir des revenus similaires à la moyenne des quatre dernières années.

L'élevage qui constitue une considérable source de revenu des ménages, en particulier dans la région du Sahel, se développe dans un contexte de disponibilité moyenne de l'eau, mais de pâturage naturel pauvre en fourrage du fait de l'arrêt précoce des pluies. En conséquence, on constate une hausse de la demande en aliment pour bétail sur les marchés. Les prix des sous-produits agro-industriels (SPAI), malgré les ventes subventionnées par les services de l'élevage, varient de 6000 à 8500 F CFA, soient des niveaux similaires ou 30 pour cent au-dessus du prix normal. Le prix du fourrage vendu a presque doublé sur le marché de Djibo dans la région du Sahel, là où les niveaux de pâturage sont particulièrement faibles. Des départs en transhumance sont en cours vers le Mali, alors qu'ils ont lieu en année normale à partir de février-mars.

Sur les marchés de bétail, on note une hausse des offres, en particulier pour les caprins. Les ménages qui craignent les difficultés alimentaires pour eux et leurs animaux, préfèrent déstocker pour acheter en retour des céréales et de l'aliment bétail. Les prix sont plus rémunérateurs pour les caprins qui sont plus demandés par les acheteurs étrangers, notamment les Ghanéens. Ainsi, sur les marchés de Dori et de Djibo, leurs prix sont respectivement en hausse de 7 pour cent et stables par rapport à l'année passée. Par rapport à la moyenne quinquennale, ils sont en hausse respectivement de 23 et 5 pour cent.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit de janvier à juin 2014, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

La production céréalière définitive : Contrairement aux prévisions du mois d'octobre qui indiquaient une production 21 pour cent supérieure à la moyenne quinquennale, la production céréalière définitive attendue en février pourrait se situer à un niveau moyen au regard des baisses de rendements dans plusieurs communes du pays, conséquence de la mauvaise distribution pluviométrique.

La production définitive des cultures de rente : Du fait de l'accroissement des superficies par rapport à la moyenne, la production des cultures de rente, en particulier le coton, l'arachide et le niébé, seront au-dessus de la moyenne quinquennale. Les revenus ainsi générés par les producteurs, exceptés dans la région du Sahel, dépasseront également la moyenne car les niveaux de prix sont plus élevés.

La production de contre saison : Du fait du bon niveau de remplissage des retenues d'eau dans les zones habituelles de production, les activités de contre saison vont se dérouler normalement. Les récoltes qui s'intensifient généralement entre février et mars, procureront des revenus similaires à l'année passée et 20 à 30 pour cent supérieurs à la moyenne quinquennale.

Les achats institutionnels de céréales : Les stocks de sécurité alimentaire étant reconstitués à plus de 70 pour cent de leurs niveaux conventionnels (31 000 tonnes pour le stock national et 7 000 tonnes pour le stock d'intervention), la demande du gouvernement restera donc similaire à la normale entre 4 000 et 6 000 tonnes. Ce qui ne sera pas de nature à provoquer un dysfonctionnement des marchés sur la période du scénario.

Les flux de céréales : Les flux internes et externes de céréales resteront typiques sur toute la période du scénario et les échanges avec les pays côtiers (Ghana et Côte d'Ivoire), le Mali et le Niger se feront sans entraves majeures comme cela s'est passé au cours des 12 derniers mois.

Les prix des céréales : L'évolution des prix suivra la tendance saisonnière moyenne marquée par une relative stabilité entre janvier et mars et une hausse légère à partir du mois d'avril. Toutefois, dans les zones où la production agricole est déficitaire (cas dans et autour de la région du Sahel), cette hausse pourrait dépasser 15 pour cent au-dessus de la moyenne quinquennale à cause de l'accroissement de la demande des ménages sur les marchés.

La situation alimentaire du bétail : Au regard de la dégradation des pâturages, en particulier dans les zones d'élevage du nord (régions du Sahel, du Centre-Nord et du Nord), les difficultés alimentaires du bétail qui commencent habituellement à partir du mois d'avril, interviendront dès le mois de mars. Par conséquent, les départs précoces en transhumance intervenus en décembre vont s'intensifier en janvier contre février à mars habituellement. L'état physique des animaux, en particulier les ovins et les bovins, va aussi se dégrader.

Les prix du bétail et les termes de l'échange : Avec des niveaux actuels similaires à la moyenne, en particulier pour les ovins et les bovins, les prix des animaux vont maintenir cette tendance jusqu'en mars, puis demeurer 10 à 15 pour cent en-dessous de la moyenne quinquennale entre avril et juin. L'effet conjugué du mauvais état d'embonpoint des animaux et des offres plus importantes que la demande entrainera la baisse des prix et contribuera à réduire les termes de l'échange et donc l'accès des ménages à l'alimentation.

Les revenus agricoles : Les ménages très pauvres et pauvres pourront encore tirer des

revenus supérieurs à la normale jusqu'en fin février à travers la vente de leurs produits de rente, notamment le niébé et l'arachide dont les prix sont au-dessus de la moyenne quinquennale. A partir de mars, seuls les ménages moyens et les nantis disposeront de stocks commercialisables et bénéficieront des niveaux de prix plus élevés. Par ailleurs, les revenus issus de la vente des produits maraichers connaîtront un accroissement par rapport à la moyenne et seront disponibles jusqu'en mai.

Les revenus des transferts : Les revenus tirés de l'exode et de la migration seront similaires à la moyenne sur toute la période du scénario. La Côte d'Ivoire qui constitue la principale destination connaît une situation socio-politique favorable à l'insertion des migrants dans le tissu économique.

La situation sanito-nutritionnelle : Du fait de l'insuffisance, voire de l'absence de programmes de prévention de la malnutrition, les taux de malnutrition aiguë globale resteront similaires aux taux moyens observés sur les cinq dernières années. Par contre, dans les zones où les difficultés alimentaires subviendront à partir du mois d'avril, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes ou allaitantes pourrait se dégrader.

Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire

La situation alimentaire des ménages va demeurer normale jusqu'en fin mars avec le recours aux stocks issus des récoltes et les revenus générés par la vente des produits agricoles. A partir du mois d'avril, les difficultés alimentaires habituelles vont subvenir avec l'épuisement des stocks, entraînant une dépendance des ménages des marchés au moment où les prix des céréales amorceront une hausse saisonnière et les revenus limités. Même avec ces difficultés, les ménages dans la plupart des régions couvriront leurs besoins alimentaires et non alimentaires et se trouveront en **insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1)** et cela sur toute la période du scénario jusqu'en juin. Les ménages très pauvres et pauvres dans et autour de la région de Sahel seront plus touchés par les difficultés alimentaires car ils devront vendre plus de bétail qu'en année normale pour satisfaire à leurs besoins alimentaires, bien que la protection de leurs moyens d'existence serait affectée négativement. Ainsi, à partir d'avril, ces ménages très pauvres et pauvres dans la région de Sahel vivront une **insécurité alimentaire aiguë Stress (IPC Phase 2)**, comme expliqué plus en détail ci-dessous.

IV. Zones D'intérêt

IV.1 Zone de moyens d'existence nord élevage transhumant et mil (Zone 8)

Dans cette zone où les ménages très pauvres et pauvres représentent en année normale respectivement 20 pour cent et 40 pour cent de la population, les moyens d'existence sont basés principalement sur la production du mil pour les besoins alimentaires, qui couvre six à huit mois en année typique, et principalement la pratique de l'élevage transhumant pour les revenus.

Situation actuelle

La saison des pluies pour cette zone a été caractérisée par une mauvaise répartition des pluies qui a affecté négativement les cultures et n'a pas permis la repousse et le

développement normal des pâturages herbacés dans la région. L'élevage transhumant qui caractérise le mode de vie des populations se développe dans un contexte de disponibilité moyenne de point d'eau pour l'abreuvement du bétail, mais de faible disponibilité de fourrage naturel par rapport à la normale. Les animaux s'alimentent à partir des résidus de récoltes et leur embonpoint est actuellement satisfaisant. Face à l'insuffisance du fourrage, on assiste à des départs précoces, dès décembre au lieu de février-mars en année normale, en transhumance vers les zones d'accueil du Mali et Niger.

Dans les communes situées plus au nord de la zone (Falangoutou, Tin-Akoff, Oursi, Déou, Koutougou et Nassoumbou) les baisses de rendements des cultures céréalières par rapport à la normale atteignent 30 à 50 pour cent. Le niébé, qui constitue la principale culture de rente dans la zone, enregistre aussi une baisse de production de plus de 50 pour cent car les ménages n'ont pu effectuer qu'un cycle de production contre deux cycles en année normale.

Malgré des déficits de production, les ménages sont en ce moment en mesure de répondre à leur besoins alimentaires et non alimentaires grâce aux stocks de la récolte et aux revenus générés. Quelques ménages moyens et nantis, prélèvent sur leurs bétails pour acheter des céréales et de l'aliment bétail afin de constituer des réserves préventives. Pendant ce temps, les actifs y compris les femmes issus des ménages très pauvres et pauvres rejoignent quotidiennement les sites d'orpaillage. Les revenus générés sont aussi utilisés pour acheter des céréales. Toutefois, la baisse du prix du gramme d'or qui est passé de 24000-30000 F CFA en 2012 à 18000-22000 F CFA n'est pas en leur faveur.

La zone est approvisionnée par les marchés de regroupement de Pouytenga et de Ouagadougou et des zones de production de l'ouest du pays et le niveau d'approvisionnement des marchés est satisfaisant. Les prix des céréales de base, en particulier le mil et le sorgho sont en baisse respectivement de 21 et 24 pour cent par rapport à l'année passée, mais sont légèrement au-dessus de la moyenne des cinq dernières années (de 10 pour cent pour le mil et 3 pour cent pour le sorgho).

Les offres des animaux, en particulier les petits ruminants (ovins et caprins) sont en hausse de 16 à 18 pour cent par rapport à l'année passée, mais en légère baisse en-dessous de 11 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. Cette hausse de l'offre par rapport à l'année passée est liée au fait que les ménages ont besoin pour des mesures préventives de constituer plus de stocks de céréales et d'aliments bétail et sont donc obligés de vendre plus d'animaux. Les prix des petits ruminants (vus sur le marché de Dori) sont en baisse de 12 pour cent pour les ovins par rapport à l'année passée et à la moyenne quinquennale avec l'offre en hausse et demande stable. Par contre, pour les caprins qui sont plus demandés sur les marchés, on note une hausse des prix de 7 pour cent par rapport à 2012 et de 23 pour cent par rapport à la moyenne des 5 dernières années. En effet, les caprins sont plus préférés par les Ghanéens qui constituent les principaux destinataires du bétail d'exportation. Les sous-produits agro-industriels (SPA) pour l'alimentation du bétail sont disponibles sur la place du marché à un prix similaire (6000 F CFA) à celui de l'année passée. Le prix du lait n'a pas changé par rapport à l'année passée et reste 20 à 40 pour cent au-dessus de la normale. Les termes de l'échange sont à la faveur de l'éleveur car la vente d'un bouc sahélien permet d'avoir 173 kg de mil contre 156 kg en moyenne sur les cinq dernières années, soit une hausse de 11 pour cent.

La zone compte moins de 16000 réfugiés maliens qui sont pris en charge par le Haut-commissariat aux réfugiés et ses partenaires. Ils bénéficient en effet de rations alimentaires mensuelles et d'une prise en charge nutritionnelle et sanitaire.

Les résultats de l'enquête SMART réalisée sur la période août-septembre indiquent pour la zone un taux de malnutrition aigüe globale de 11,4 pour cent. Ce taux préoccupant, reste néanmoins dans les limites observées au cours des trois dernières années (10.7 pour cent à 14.7 pour cent). Depuis cette enquête, la situation alimentaire des ménages est restée normale avec l'accès aux récoltes et au lait, ce qui est favorable au maintien ou à la baisse de ce taux.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit de janvier à juin 2014 se base sur les hypothèses suivantes:

Les stocks ménages : Les récoltes des ménages vont s'épuiser deux mois plus tôt qu'en année normale, c'est-à-dire en mars-avril contre mai-juin. Ce qui créera une dépendance plus grande que normale des ménages aux marchés pour leur alimentation à compter du mois d'avril.

La situation alimentaire du bétail : La période habituelle de soudure pastorale (avril-juin) sera plus difficile au regard du déficit en fourrage naturel. Pendant cette période, l'accès à l'eau sera aussi difficile avec le tarissement des retenues d'eau. De ce fait, l'état d'embonpoint des animaux va donc se dégrader et cela réduira leur valeur marchande. Par ailleurs, les prix des sous-produits agro-industriels (SPAI) vont connaître un accroissement du fait de l'augmentation de la demande sur les marchés. Ces difficultés alimentaires vont aussi entraîner des mortalités (en particulier pour les bovins et les ovins) plus importantes sur le bétail qu'en année normale.

L'approvisionnement des marchés : Les marchés seront bien approvisionnés en céréales et en aliment pour bétail (SPAI) au regard de l'offre satisfaisante dans les zones de production du pays et le commerce de ces produits se fera sans entrave sur toute la période du scénario.

Les prix des céréales : Les prix des céréales de base (mil et sorgho) vont maintenir leur niveau à la hausse par rapport à la moyenne quinquennale légèrement inférieure à 10 pour cent jusqu'en fin mars. A partir d'avril, la hausse atteindra 10 à 20 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale avec l'accroissement de la demande en céréales sur les marchés.

Les prix des animaux : Les prix des animaux vont connaître une baisse par rapport à la moyenne quinquennale surtout entre mars et juin du fait de la dégradation de leur embonpoint et de l'augmentation de l'offre sur les marchés. Ce qui contribuera à réduire les termes de l'échange pour les éleveurs.

La vente du lait : Les revenus issus de la vente du lait et des produits laitiers resteront stables entre janvier et mars, mais seront en dessous de la moyenne entre avril et juin du fait de la baisse de la production laitière, en lien avec la soudure pastorale.

Les revenus agricoles : Les revenus issus de la vente des produits agricoles en particulier le niébé vont connaître une baisse d'au moins 50 pour cent au regard de la baisse de la production. Habituellement la vente par les ménages pauvres se poursuit jusqu'en fin février.

L'orpillage : Les revenus tirés de la pratique de l'orpillage demeureront similaires à ceux observés au cours des quatre dernières années. Habituellement cette activité est plus développée par les ménages entre les mois de novembre et de mai.

Les transferts : Les revenus issus des transferts et de la migration saisonnière seront typique vu les bonnes perspectives de travail dans les zones d'accueil.

La situation sanito-nutritionnelle: Les difficultés d'accès adéquat à l'alimentation pourront affecter négativement la situation nutritionnelle des populations, en particuliers les enfants de moins de cinq dans un contexte où les programmes de prévention de la malnutrition sont absents. De ce fait, les taux de malnutrition aigüe généralement observés dans la zone (entre 10 et 13 pour cent depuis 2008) ne devraient pas diminuer.

Les réfugiés : L'effectif des réfugiés va connaître une diminution d'au moins 30 pour cent par rapport aux effectifs enregistrés en avril passé du fait des départs volontaires enregistrés depuis le mois de juillet.

L'assistance aux populations : La plupart des partenaires humanitaires présents dans la zone rencontrent des difficultés à faire financer leurs programmes d'intervention. Au niveau du gouvernement, le plan de réponse adopté pour 2014 n'est pas encore financé. De ce fait, l'assistance aux populations restera à un niveau similaire à la normale sur la période du scénario.

Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire

La situation alimentaire restera normale entre janvier et mars du fait de l'existence de stocks, mais des difficultés d'accès à l'alimentation vont survenir plus tôt que la normale à partir du mois d'avril. En effet, les stocks des ménages seront épuisés à partir de mars et le marché sera le seul recours au moment où les termes de l'échange se dégradent avec la hausse des prix des céréales de base et la baisse des prix des animaux. Ainsi, les ménages seront contraints de mettre plus d'animaux sur les marchés que d'habitude pour s'acheter non seulement des céréales, mais aussi des aliments pour bétail. A ce déstockage, s'ajouteront les mortalités éventuelles de bétail au-dessus de la moyenne, ce qui affectera négativement leur capital productif. Ainsi, les ménages très pauvres et pauvres seront en **insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC2 Phase 1)** entre janvier et mars, mais vivront une **insécurité alimentaire aiguë sous Stress (IPC2 Phase 2)** entre avril et juin avec une difficulté de maintenir leur niveau de moyens d'existence. En dehors de la période de scénario analysé, donc après juin jusqu'à la fin de l'année de consommation en septembre, on s'attend à ce que cette situation de Stress se maintienne si rien ne change sur les possibilités de générer des revenus. En effet, à partir de juillet, les ménages pourront, comme en année normale, recourir aux produits de cueillette et au lait disponible pour éviter une dégradation de leur alimentation.

IV.2 Zone de moyens d'existence nord et est bétail et céréales (Zone 7)

C'est une zone à fort potentiel d'élevage et de production de mil et de niébé. Les ménages très pauvres et pauvres y représentent 20 et 40 pour cent respectivement. Habituellement, leurs récoltes du mois d'octobre suffisent normalement pour six à sept mois, c'est-à-dire s'épuisent entre avril et mai. Les principales sources de revenus des ménages sont la vente du bétail (petits ruminants et volaille) et du lait, et la pratique de l'orpaillage. En année normale, les départs en transhumance vers l'Est du pays ou vers les pays côtiers s'effectuent à partir de février.

Situation actuelle

La consommation alimentaire actuelle des ménages est normale et est assurée par les récoltes. Toutefois, on remarque un recours atypique des ménages aux marchés pour constituer des stocks alimentaires de prévention. Certains ménages gardent leurs récoltes pour consommer pendant la période de travaux agricoles et s'alimentent à partir des stocks constitués sur le marché.

Suite à la mauvaise répartition pluviométrique pendant la saison des pluies pour cette zone, les rendements des cultures sont jugés en dessous de la normale et beaucoup de ménages craignent de revivre la situation alimentaire difficile de 2012. Pour les cultures de rente (arachide et niébé principalement) semées tardivement, les rendements sont plus bas, d'où des productions également jugées en baisse par rapport à la normale. En conséquence, l'offre de ces produits de rente est faible sur les marchés malgré les niveaux de prix moyen en hausse de 22 pour cent par rapport à l'année dernière et de 49 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale.

La disponibilité des céréales de base auprès des commerçants est bonne sur les marchés et les principales zones d'approvisionnement sont les marchés de Pouytenga, de Ouagadougou et les marchés des zones de production de l'ouest du pays (Solenzo, Bobo, Dédougou). Les prix du mil et du sorgho sont en hausse moyenne de 8 et 14 pour cent respectivement par rapport à l'année passée. Comparés à la moyenne quinquennale, le mil enregistre une hausse moyenne de 27 pour cent et celui du sorgho, également une hausse moyenne de 20 pour cent.

Avec l'arrêt précoce des pluies en début septembre, les pâturages naturels se sont vite dégradés et le fourrage est faiblement disponible surtout dans les parties situées plus au nord de la zone. Selon les services techniques locaux des ressources animales, la baisse de la production fourragère atteint 30 à 50 pour cent comparée à la normale. En conséquence, la demande en sous-produits agro-industriels (SPAI) par les éleveurs est actuellement forte. La botte de fourrage de 10 kg se vend à 700 F CFA contre 300 F CFA l'année passée. Quant à la charretée de fourrage, elle coûte 6000 à 6500 F CFA contre 3500 F CFA en 2012.

Sur les marchés à bétail, les caprins sont les animaux les plus demandés du fait de la préférence dans les pays d'exportation, en particulier le Ghana. Ainsi, par rapport à 2012, les hausses de l'offre moyenne représentent 13 pour cent pour les ovins, 30 pour cent pour les caprins et 5 pour cent pour les bovins. Comparée à la moyenne, elle est en hausse de 3 pour cent pour les ovins, 51 pour cent pour les caprins et 28 pour cent pour les bovins. Les prix sont dans l'ensemble stables pour les caprins et les bovins par rapport à 2012, mais en baisse de 15 pour cent pour les ovins. Cette baisse est liée à la baisse des prix à l'exportation. En effet, les commerçants qui voulaient spéculer dans les pays côtiers pendant la période de la Tabaski ont enregistré des marges bénéficiaires faibles, voire des pertes et ne sont plus très motivés à acheter de nouveau à un prix élevé. Comparés à la moyenne des cinq dernières années, les prix sont en baisse de 18 pour cent pour les ovins, mais en légère hausse de 5 pour cent pour les caprins et 10 pour cent pour les bovins.

Outre la vente du bétail, l'orpaillage procure aussi des revenus aux ménages. Les bras valides y compris les femmes ont rejoint les sites d'or depuis la fin des récoltes en novembre. Le prix de l'or connaît une baisse par rapport à l'année passée à la même période (18 000 – 20 000 F CFA contre 20 000 – 22 000 F CFA), mais reste similaire au prix moyen observé sur les quatre dernières années.

Moins de 26 000 réfugiés maliens sont présents dans la zone et concentrés principalement dans les provinces du Soum et du Séno. Ils bénéficient d'une prise en charge par le Haut-commissariat aux réfugiés et ses partenaires. Leur présence n'affecte pas, de façon sensible, les prix des céréales de base sur les marchés.

Les résultats de l'enquête SMART réalisée sur la période août-septembre indiquent pour la zone des taux de malnutrition aigüe globale se situant entre 5,7 pour cent dans la province du Soum et 10,1 pour cent dans la province de la Komandjari. Ces taux sont en-dessous de ceux observés au cours des trois dernières années (dépassant généralement 10 pour cent).

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit de janvier à juin 2014 se base sur les hypothèses suivantes:

Les stocks des ménages : Les récoltes des ménages très pauvres et pauvres qui en année normale suffisent pour six à sept mois, ne pourront couvrir quatre à cinq mois de besoins au regard de la baisse des rendements des produits agricoles. Cela signifie que dès le mois avril, les ménages vont dépendre du marché pour leur alimentation.

Les revenus des cultures de rente : Au regard de la baisse attendue (entre 30 et 50 pour cent comparé à la normale) de la production de niébé et d'arachide, la hausse des prix de ces produits ne suffira pas à améliorer les revenus qui resteront en dessous de la moyenne. Habituellement ces revenus sont disponibles jusqu'en fin février.

La situation alimentaire du bétail : Au regard de la faible disponibilité du pâturage pour l'alimentation, les départs du bétail en transhumance vont s'intensifier précocement en janvier contre février-mars habituellement. Avec le tarissement des points d'eau à compter de mars, la soudure pastorale sera donc plus longue et plus difficile de mars à juin. En conséquence, les mortalités de bétail seront plus importantes que celles enregistrées en année normale.

Les prix des céréales : Pendant toute la période du scénario, les prix des céréales de base (mil et sorgho), alors même que ils suivent une tendance saisonnière, vont connaître des hausses comparativement à l'année passée et à la moyenne quinquennale (de 10 à 30 pour cent) du fait de la hausse de la demande, car les ménages dépendront plus des marchés pour leur alimentation.

Les prix du bétail : Les prix du bétail vont connaître une baisse par rapport à la moyenne quinquennale (de 10 à 15 pour cent), du fait de la hausse de l'offre dans un contexte de mauvais état d'embonpoint des animaux. Ce qui contribuera à dégrader les termes de l'échange au détriment des ménages.

Les transferts : Au regard de la situation socio-politique calme dans les zones d'accueil (principalement les pays côtiers), les revenus issus des transferts ou de la migration resteront similaires à la normale sur toute la période.

L'orpaillage artisanal : Les revenus issus de la pratique de l'orpaillage (activité qui se poursuivra jusqu'en juin), seront similaires à ceux observés au cours des quatre dernières années au regard du niveau actuel du gramme d'or sur les sites. On constate un recours plus important de personnes sur les sites, toutefois, les gains périodiques par individu ne changent pas fondamentalement.

La vente du lait : Les revenus issus de la vente du lait et des produits laitiers resteront stables car la baisse atypique de la production sera compensée par la hausse des prix. En effet, le Programme Alimentaire Mondial, en collaboration avec les unités de transformation

laitière, a planifié la collecte d'environ 33 700 litres de lait par mois auprès de 800

producteurs potentiels et au profit des cantines scolaires. Ce qui va entraîner, en plus de la demande des réfugiés, une hausse de la demande en lait et donc des prix d'achat aux éleveurs.

Les taux de malnutrition aiguë globale : L'accès limité des ménages à l'alimentation à partir d'avril pourrait entraîner une dégradation de l'état nutritionnel des populations de la zone, en particulier des enfants de moins de cinq ans. En plus, le séjour prolongé des mères d'enfants et des femmes enceintes sur les sites d'or, empêcherait celles-ci de s'occuper correctement de leurs enfants ou les exposerait y compris les enfants aux infections respiratoires aiguës. Toutefois, les impacts des difficultés alimentaires des années précédentes, indiquent que les taux de malnutrition aiguë sur la période du scénario pourraient rester similaires à ceux observés sur la moyenne 2009-2012 (entre 10,1 et 12,6 pour cent).

Les réfugiés maliens : L'effectif des réfugiés va connaître une diminution d'au moins 30 pour cent par rapport aux effectifs enregistrés en avril passé du fait des départs volontaires enregistrés depuis le mois de juillet.

Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire

Du fait de l'existence de stocks, la situation alimentaire des ménages très pauvres et pauvres restera normale entre janvier et mars, mais des difficultés d'accès à l'alimentation vont survenir plus tôt que la normale à partir du mois d'avril avec l'épuisement précoce des stocks alimentaires issus des récoltes et la dégradation des termes de l'échange bétail/céréales. Avec la baisse des prix des animaux, les ménages seront obligés de vendre plus de têtes pour acquérir les mêmes quantités de céréales qu'en année normale. La soudure pastorale plus longue et plus difficile entre mars et juin entraînera aussi des mortalités de bétails au-dessus de la normale. Tout ceci affectera la capacité des ménages à protéger leurs moyens d'existence. Ainsi, entre janvier et mars, les ménages très pauvres et pauvres seront **en insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1)**, mais vivront une **insécurité alimentaire aiguë sous Stress (IPC Phase 2)** à partir du mois d'avril. Cette situation de Stress ne va pas probablement se dégrader après la période de scénario jusqu'à la fin de l'année de consommation, donc entre juin et septembre, si les revenus des ménages ne souffrent pas des chocs. En effet, à partir de juillet, les ménages pourront, comme en année normale, recourir aux produits de cueillette et au lait disponible pour éviter une dégradation de leur alimentation.

V. Événements qui Pourraient Changer les Scenarios

Table 1. Événements possibles dans les six prochains mois qui pourraient changer les scenarios ci-dessus

Zone	Événement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nationale	Poursuite des mesures sociales du gouvernement	La vente de céréales à prix modérés dans les boutiques témoins et dans les communes à risque, la distribution gratuite de vivres aux indigents et le contrôle des prix vont contribuer à favoriser la stabilisation du niveau des prix sur les marchés et faciliter l'accès des ménages à l'alimentation.
ZOME 7 & 8	Vente d'aliments bétail à prix subventionné	Dans le plan de réponse du gouvernement, il est aussi prévu l'approvisionnement des services techniques des ressources animales en aliments pour bétail pour une vente à prix subventionné sur la période mars-juin. La mise en œuvre de cette action, permettra l'accès des éleveurs à ces aliments et contribuera à réduire les difficultés alimentaires des animaux.
	Mise en œuvre de filets sociaux par les humanitaires	Le financement et la mise en œuvre des programmes d'aide des humanitaires contribueront à réduire la vulnérabilité alimentaire des populations.

VI. Conclusion

La période trimestrielle de fin d'année est marquée par une transition post hivernale qui se caractérise essentiellement par la fin de la saison des pluies. Ce phénomène se traduit par un appauvrissement progressif de l'air en vapeur d'eau et une hausse sensible des températures avec cependant une légère baisse à partir de décembre, ce qui s'explique par l'installation de l'hiver caractérisé par une baisse des températures.

Pour la circulation atmosphérique générale, les prévisions concernant l'Afrique équatoriale, font apparaître un dipôle d'anomalies de fonction de courant -/+ du sud au nord, l'anomalie positive au nord s'étendant jusqu'à l'Europe de l'ouest.

En somme on pourrait dire que les télé connexions prévues sont restées faibles pour la saison, la structure étant cohérente entre les modèles de Météo-France et du CEPMMT sur le Pacifique central, mais différente sur l'Atlantique.